



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
aux Affaires Départementales**

Arrêté n°2025 SGAD/BE-178 en date du 11 septembre 2025

fixant des prescriptions complémentaires à l'établissement spécialisé dans la fabrication de produits ménagers et d'hygiène, exploité par la société SODALIS FRANCE INDUSTRIAL avenue des Grottes de Passelourdain, commune de Saint-Benoit (86 280), activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement

**LE PRÉFET DE LA VIENNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6 et L.214-18 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

Vu le décret du 6 novembre 2024 du président de la République portant nomination de Monsieur Serge BOULANGER, préfet de la Vienne ;

Vu le décret du Président de la République en date du 7 août 2025 portant nomination de Madame Murièle BOIREAU, en qualité de secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de Poitiers ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 1434 ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 juin 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de l'une au moins des rubriques 4331 ou 4734 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 ;

Vu l'arrêté ministériel du 01 août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques no 4440, 4441 ou 4442 ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2630 (fabrication de détergents et savons) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-305 du 15 novembre 2011 autorisant la société QUADRIPACK à exploiter, sous certaines conditions, avenue des Grottes de Passelourdain commune de Saint-Benoît (86280) un établissement spécialisé dans la fabrication de produits ménagers et d'hygiène beauté, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-DRCLAJ/BUPPE-150 du 26 septembre 2017 modifiant l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-305 du 15 novembre 2011 autorisant la société QUADRIPACK à exploiter, sous certaines conditions, avenue des Grottes de Passelourdain commune de Saint-Benoît (86280) un établissement spécialisé dans la fabrication de produits ménagers et d'hygiène beauté, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2020-DCPPAT/BE-107 du 30 juin 2020 portant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-305 et à l'arrêté n° 2017-DRCLAJ/BUPPE-150 autorisant la société QUADRIPACK à exploiter, sous certaines conditions, avenue des Grottes de Passelourdain commune de Saint-Benoît (86280) un établissement spécialisé dans la fabrication de produits ménagers et d'hygiène beauté, activité soumise à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) Clain approuvé le 11 mai 2021 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2025-SG-SGAD-016 en date du 8 septembre 2025 donnant délégation de signature à Madame Murièle BOIREAU, secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, sous-préfète de l'arrondissement de Poitiers ;

Vu les porter à connaissance « Projet d'arrêt de la chaudière gaz (Bâtiment EL) », « projet de déconstruction des bâtiments CX, C, D, E, AW, I et F » et « Implantation d'une centrale photovoltaïque sur l'ancienne zone de stockage CC » transmis par la société QUADRIPACK en juillet 2024, datés du 18 juin 2024 ;

Vu le dossier loi sur l'eau « Création d'un forage destiné à alimenter en eaux de process industriel » daté d'octobre 2024, établi par la société HYGEO ;

Vu le courriel transmis le 16 janvier 2025 par l'exploitant, relatif à la création d'un nouveau forage pour alimenter les eaux de process ;

Vu le rapport de synthèse et les propositions de l'inspection des installations classées du 10 septembre 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral qui a été notifié à l'exploitant le 31 juillet 2025 ;
Vu les observations de l'exploitant au projet d'arrêté formulées par courriels en date des 8 août et 9 septembre 2025 ;

Vu l'annonce légale parue le 23 août 2025 dans La Nouvelle République mentionnant le changement de dénomination sociale, de QUADRIPACK à SODALIS FRANCE INDUSTRIAL ;

Considérant les éléments fournis par l'exploitant à l'appui de sa demande ;

Considérant que la réalisation d'un forage en nappe d'eau souterraine est soumise aux régimes d'autorisation ou de déclaration conformément aux articles L.214-1 et suivants du code de l'environnement ;

Considérant que le dossier d'octobre 2024 susvisé, déposé par l'exploitant, est soumis à déclaration au titre de la loi sur l'eau et des milieux aquatiques conformément à l'article R.214-1 du code de l'environnement et notamment les rubriques 1.1.1.0 et 1.3.1.0 ;

Considérant que le projet de forage objet du dossier loi sur l'eau susvisé se situe dans le bassin du Clain ;

Considérant que le bassin du Clain est classé en zone de répartition des eaux ;

Considérant que les volumes prélevés seront réglementés dans le règlement du SAGE Clain ;

Considérant qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires à l'autorisation d'exploiter ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture

ARRÊTE

ARTICLE 1. NATURE DES INSTALLATIONS

L'article 1.2.1 de de l'arrêté préfectoral n° 2011-DRCL/BE-305 du 15 novembre 2011 est remplacé par l'article suivant :

«
ARTICLE 1.2.1 LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Article 1.2.1.1 Classement des activités concernées par une rubrique de la nomenclature des installtions classées

| Rubrique Alinéa | Classement | Libellé de la rubrique (activité) critère de classement | Nature de l'installation | Volume autorisé |
|-----------------|------------|---|---|-----------------|
| 1510 2 | E | Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des | Bâtiments : (volume à titre indicatif en m³) AI : 6183 AF : 9060 AG : 9693 AP : 6275 AL : 12597 AM : 21322 AN : 16109 AJ : 2702 | 121 082 m³ |

| | | | | |
|-----------|----|--|--|--|
| | | entrepôts étant : a) Supérieur à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³ | AS : 11067 NH : 3000 Z : 4104 ZA : 7866 BY : 8954 AK : 2150 | |
| 2630 | E | Détergents et savons (fabrication de ou à base de) à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La capacité de production étant : a) Supérieure à 50 t/j | Bloc 3 : parc J Bloc 4 : E Bloc 5 : HB, GC Bloc 6 : H | 133,3 tonnes par cycle de 8 h soit 400 t/j |
| 4331 | E | Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 2. Supérieure ou égale à 100 t mais inférieure à 1 000 t | Bloc 3 : parcs J | 180 tonnes |
| 1434 1 | DC | Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C (1), fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant : b) Supérieur ou égal à 5 m ³ /h, mais inférieur à 100 m ³ /h | Bloc 3 parcs J / Aire de dépotage JD | 20 m ³ /h |
| 4510 | DC | Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aigüe 1 ou chronique 1. 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t | Bloc 3 : parcs J | 99 tonnes |

E : enregistrement

DC : déclaration avec contrôle

D : déclaration

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Suite à l'évolution des rubriques au sein du site, la société SODALIS FRANCE INDUSTRIAL n'est plus classée « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement.

Article 1.2.1.2 Classement au titre de la loi sur l'eau

| Rubrique | Régime* | Activités et installations et activités concernées |
|----------|---------|--|
| 1.1.1.0 | D | Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau — - piézomètres de surveillance : PZ1 (BSS001NRRV) PZ2 (BSS001NRRW) PZ3 (BSS001NRRX) PZ4 (BSS001NRRY) PZ5 (BSS001NRRZ) - forage F1 (BSS001NRHX) de secours destiné à l'alimentation du réseau incendie - forage F2 d'alimentation du réseau incendie et du réseau process |
| 1.3.1.0 | D | A l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils : 2° Dans les autres cas (capacité inférieure à 8 m ³ /h — - forage F1 (BSS001NRHX) de secours destiné à l'alimentation du réseau incendie - forage F2 d'alimentation du réseau incendie et du réseau process |
| 2.1.5.0 | D | Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la |

| | | |
|--|--|---|
| | | <p>surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha</p> <p style="text-align: center;">---</p> <p>12 ha</p> |
|--|--|---|

»

ARTICLE 3. INSTALLATIONS NON CLASSÉES

Après l'article 1.2.2. de l'arrêté du 15 novembre 2011 susvisé est inséré l'article ci-après :

«

ARTICLE 1.2.3. – INSTALLATIONS NON CLASSÉES

L'établissement comprend également les installations suivantes, pour des capacités maximales inférieures aux seuils de classement définies dans la nomenclature des installations classées :

| Nature de l'installation | Capacité | Rubrique concernée |
|--|------------------------|--------------------|
| Stockage de solides combustibles (produits pour process de fabrication / désinfection du réseau d'eau) | < 1 t (bâtiment CE) | 4440 |

ARTICLE 2. ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les dispositions de l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

ARTICLE 4.1.1 ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

| Origine ressource | Localisation (Lambert-93) | Masse d'eau ou de la commune du réseau | Prélèvement maximal annuel | Débit maximal |
|---|--------------------------------------|---|--|------------------|
| Eau souterraine forage F1 (forage de secours pour réseau incendie) | X (m) = 495 788 Y (m) = 6 607 946 | Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain (FRGG063) | Pas de prélèvement hormis pour le réseau incendie | 7,9 m³/h |
| Eau souterraine forage F2 (forage d'alimentation du réseau incendie et du réseau process), objet du dossier de déclaration daté d'octobre 2024 | X (m) = 495 817 Y (m) = 6 608 071 | Calcaires et marnes du Dogger du bassin versant du Clain (FRGG063) | 50 000 m³ | 7,9 m³/h |
| Réseau public | - | Réseau de Saint-Benoît | 10 000 m³ | 230 m³/j |

En cas de substitution de l'eau du forage F2 d'alimentation des réseaux incendie et process par l'eau du réseau public, le volume prélevé annuel ne peut excéder 60 000 m³.

Les forages captent uniquement la nappe du dogger libre ou Jurassique supérieur libre. La foration est stoppée à l'atteinte des marnes du toarcien.

Les forages n'atteignent en aucun cas les formations aquifère de l'infra-toarcien, aquifère classé NAEP (réservé aux projets d'alimentation en eau potable).

Les ouvrages sont déclarés au titre du code minier auprès du BRGM via le portail DUPLOS.

»

ARTICLE 3. PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Les dispositions de l'article 4.1.2 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2011 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

«

ARTICLE 4.1.2 PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1 Réseau d'alimentation en eau potable

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.

Article 4.1.2.2 Prélèvement d'eau en nappe

4.1.2.2.1 Critères d'implantation et réalisation d'un ouvrage de prélèvement

L'ouvrage n'est pas implanté à moins de 35 m d'une source de pollution potentielle (dispositifs d'assainissement collectif ou autonome, parcelle recevant des épandages, bâtiments d'élevage, cuves de stockage,...).

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits s'accompagne d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines. L'utilisation d'une autre technique que la cimentation est soumise à l'accord préalable de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les essais de pompages doivent mettre en évidence l'absence d'influence sur les ouvrages voisins. Les niveaux piézométriques doivent être mesurés préalablement à la réalisation des essais par pompage au droit du pompage.

Lors du pompage d'essai longue durée, il est demandé d'effectuer un pompage de 72 h. A la fin du pompage, le suivi de la nappe doit être réalisé jusqu'à l'atteinte du niveau initial.

Lors du pompage d'essai, un suivi piézométrique doit être réalisé sur les ouvrages voisins lorsque cela est possible.

Lors de la réalisation du forage et du pompage d'essai, le pétitionnaire met en place un dispositif de décantation avant rejet dans le milieu naturel.

Le rejet des eaux issues des travaux de foration est dispersé sur la parcelle autour du forage et dirigé vers le réseau de fossés.

Dans le cas où des parcelles voisines et voies sont concernées par ce rejet, le pétitionnaire doit recueillir l'autorisation des propriétaires auparavant.

Un compte-rendu ou rapport de fin de travaux est envoyé à l'inspection des installations classées et au service Eau et Biodiversité de la Direction Départementale des Territoires dans les 3 mois suivants la fin des travaux, sous forme de 1 exemplaire papier, et un fichier informatique.

4.1.2.2.2 Exploitation

L'accès aux têtes de forage est verrouillé par un couvercle amovible fermé à clé et placés sur un anneau en béton s'élevant d'au moins 0,30 m au dessus du terrain naturel. Les pompes sont munies d'un clapet interdisant tout retour de fluide vers le forage.

L'exploitant surveille régulièrement les installations. Il s'assure de l'entretien régulier des ouvrages utilisés pour les prélèvements de manière à garantir la protection de la ressource en eau et d'éviter tout gaspillage d'eau. Il procède à des inspections régulières de l'ensemble de ses ouvrages et des canalisations associées. Il trace ces vérifications dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les stations de pompage sont dotées à la sortie immédiate du forage d'un compteur volumétrique. Les compteurs volumétriques équipés d'un système de remise à zéro sont interdits.

Le pétitionnaire tient un relevé d'index des compteurs aux dates suivantes : 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} novembre, 31 décembre. Ces relevés permettent de distinguer les volumes prélevés en période de basses-eaux (du 1^{er} avril au 31 octobre) des volumes prélevés hors période de basses-eaux (du 1^{er} novembre au 31 mars).

Ces relevés de compteurs sont déclarés tous les ans, avant le 15 janvier de l'année N+1, à la DDT86 et tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Les volumes annuels prélevés sont également déclarés au service redevance de l'Agence de l'Eau Loire-Bretagne.

4.1.2.2.3 Abandon provisoire ou définitif de l'ouvrage

Est considéré comme abandonné tout forage / puits:

- pour lequel le déclarant ne souhaite pas faire les travaux de réhabilitation nécessaires, notamment à l'issue d'une inspection ;
- ou pour lequel, suite aux essais de pompage ou tout autre motif, le déclarant ne souhaite pas poursuivre son exploitation.

L'abandon de l'ouvrage est signalé au service de contrôle en vue de mesures de comblement.

En cas d'abandon ou d'un arrêt de longue durée, le forage est déséquipé (extraction de la pompe). La protection de la tête et l'entretien de la zone neutralisée sont assurés.

Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations aquifères.

»

ARTICLE 4. DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES EN PÉRIODE DE SÉCHERESSE

Sans préjudice des dispositions de l'arrêté cadre interdépartemental définissant les zones d'alerte et les mesures de restriction ou de suspension des usages de l'eau en vigueur, l'exploitant met en oeuvre, selon les niveaux de gravité (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise), les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 susvisé.

ARTICLE 5. DISPOSITIONS ABROGÉES

L'arrêté du 30 juin 2020 susvisé est abrogé.

Les dispositions ci-après sont abrogées :

- article 1 de l'arrêté préfectoral du 26 septembre 2017 susvisé ;
- article 4.1.3 de l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2011 susvisé.

ARTICLE 6. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers dans les délais prévus à l'article R. 181-50 du même code :

1. Par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le recours juridictionnel peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens, en suivant les instructions disponibles à l'adresse suivantes : www.telerecours.fr Dans ce cas, il n'est pas nécessaire de produire de copies du recours et l'enregistrement de ce dernier est immédiat, sans délai d'acheminement.

ARTICLE 7. PUBLICATION

En vue de l'information des tiers :

1. Une copie du présent arrêté est déposé à la mairie de Saint-Benoît, et peut y être consultée ;
2. Un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Saint-Benoît pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture de la Vienne.
3. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Vienne (rubriques "actions d'État – environnement, risques naturels et technologiques – installations classées – industrielles") pour une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 8. EXECUTION

La secrétaire générale de la préfecture de la Vienne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de Saint-Benoît sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SODALIS FRANCE INDUSTRIAL et dont une copie sera adressée au maire de Saint-Benoît ainsi qu'au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Poitiers, le 11 septembre 2025

Pour le Préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Murièle BOIREAU